

<https://enseignants.se-uns.org/Remunerations-des-AESH-le-SE-Unsa-denonce-l-absence-de-volonte-d-avancer-du-gouvernement>



Enseignants de l'Unsa

# Rémunérations des AESH : le SE-Unsa dénonce l'absence de volonté d'avancer du gouvernement

- Je suis... - AED - AESH - CUI -  
Date de mise en ligne : jeudi 11 juin 2020

---

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

---

Mardi 9 juin avait lieu la première réunion consacrée à la question du temps de travail et de la rémunération des AESH, dans le cadre du comité consultatif installé en février. Contrairement à ce qui était attendu par les organisations syndicales et, en dépit des engagements pris par le ministère en février, celui-ci est arrivé les mains vides. Aucune piste de revalorisation salariale alors que la majorité des AESH continue d'être rémunérée à l'indice le plus bas de leur grille, et ce, en dépit de la réglementation qui prévoit depuis 2014 un réexamen triennal. L'argument du ministère pour ne toujours pas répondre à la demande de revalorisation est celui d'orientations budgétaires non connues. Le seul levier proposé est celui d'une diversification des missions, c'est-à-dire d'autres missions que l'accompagnement des élèves, pour permettre une augmentation du temps de travail hebdomadaire. Cette unique proposition va à l'encontre de la professionnalisation de la mission d'accompagnement des élèves en situation de handicap.

Cette réunion a pourtant fait d'accablants constats : la quotité moyenne des contrats AESH est de 63 % (chiffres ministère de décembre 2019). Ce temps partiel imposé induit une rémunération moyenne d'environ 750 euros net par mois. Il y a bien urgence à revaloriser ces personnels dont les missions requièrent des compétences et des savoir-faire incontestables.

100 000 AESH exercent actuellement la mission cruciale d'accompagnement dans leur scolarité d'enfants et de jeunes en situation de handicap, pour un salaire qui les place en-deçà du seuil de pauvreté. À ce jour, sans propositions concrètes de revalorisation, le SE-Unsa dénonce l'absence de volonté d'avancer du gouvernement.